

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1737>



# Union européenne et coronavirus

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - Débats - Tribunes -



Date de mise en ligne : vendredi 17 avril 2020

---

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

---

La crise du coronavirus qui sévit actuellement remet en cause notre système de mondialisation économique. La mondialisation par les multinationales est sans conteste en cause dans cette affaire. Cette mondialisation est la cause de celle de la maladie à grande échelle, avec un virus que l'on ne sait pas guérir. On se demande également à quel point ce virus ne viendrait pas des abus causés à notre environnement, la Terre se vengerait ainsi des dégâts causés et ne ferait pas de quartier en matière de mortalité. Cela sonne comme un avertissement non pas divin mais proprement écologique. Sur terre, il y a de la place pour tout le monde mais pas en continuant à polluer et en privilégiant la loi du profit. Il faut s'attendre si on ne veut pas avoir affaire à des représailles encore plus graves à d'autres crises sanitaires ou écologiques majeures (car ici il s'agit bien d'une crise écologique : nous faisons partie de l'environnement et là c'est nous humains qui sommes touchés tout comme les forêts par les incendies ou les océans par les pollutions).

Alors, avant de nous voir accablés par un phénomène similaire aux douze plaies d'Égypte, nous devons absolument remonter le niveau de notre conscience collective et réorganiser notre système économique.

La crise du coronavirus est révélatrice des désordres politiques, financiers et sanitaires qui ont sévi sur la planète pendant ces dernières décennies.

Nous devons désormais faire face à de nouvelles urgences particulièrement cruciales.

Elles consistent à remettre en question le fonctionnement de notre système économique tout entier.

Des économistes proposent, dès la fin de la vague d'épidémie et du confinement, des solutions drastiques qui permettront de remettre notre économie à plat et de repartir sur de nouvelles bases.

- ▶ Une loi de finances rectificative permettant de débloquer 4 milliards de crédit nouveaux pour le système de santé publique et des mesures de soutien à l'ensemble des services publics.

La mise en place d'instances démocratiques, de suivi de la mise en œuvre des toutes nouvelles dispositions économiques s'appuyant notamment sur les CESER.

- ▶ Un soutien au pouvoir d'achat des ménages.
- ▶ Une mobilisation des trésoreries abondantes des grands groupes pour faciliter le crédit inter-entreprises en faveur des salaires et de l'activité des PME.
- ▶ Une mise en place de crédits bancaires de trésorerie à taux réduits, financés par la BCE sous condition stricte de maintien de l'emploi et de la rémunération des salariés concernés dans les secteurs concernés par la rupture des chaînes d'activité (automobile, aéronautique).
- ▶ Un plan de mobilisation des grands groupes pharmaceutiques pour faire face à l'urgence de l'épidémie et pour consolider durablement la filière.
- ▶ La mise en place d'un dispositif exceptionnel de crédits de trésorerie bonifiés pour les PME-TPE ces crédits seront entièrement refinancés à 0%, voire moins par la BCE.

- ▶ Des avances longues à taux zéro pour le maintien de salaires à 100% incluant les salaires au delà du SMIC, avec un abondement supplémentaire de l'Etat, des trésoreries des grands groupes et d'un fond européen (financé par la BCE).
- ▶ Il ne faut surtout pas recommencer les errements des krachs précédents, la fourniture en urgence de liquidités par la BCE au système bancaire doit être assortie de critères précis : pas de refinancement des crédits alimentant la spéculation et les opérations financières, accès à un taux de refinancement à taux négatif réservé aux crédits favorables à la sécurisation de l'emploi et de la formation.
- ▶ Suivi du contrôle du crédit et de la mise en œuvre de ces dispositions sous l'égide des conseils régionaux et du CESER.
- ▶ Retrait immédiat du projet de réforme des retraites qui fragilisera l'ensemble de l'économie.

Au niveau européen :

- ▶ Abandon définitif du pacte de stabilité budgétaire. Ouverture à une négociation pour un nouveau traité remplaçant le TCSG (traité sur la coordination, la stabilité et la gouvernance) et pour la définition d'un nouveau statut et d'un nouveau mandat de la BCE.
- ▶ Mise en place d'un fond de développement économique, social, et écologique européen, financé par la BCE.

Cette nouvelle institution financerait des investissements démocratiquement élaborés, décidés et suivis, et contrôlés dans chaque Etat membre de l'UE et visant à développer les services publics dans tous les services, à commencer par la santé et à répondre à l'urgence écologique.

- ▶ Création d'un pôle public européen du médicament (recherche et production).

Voici ce que l'on peut répondre à ces propositions qui émanent d'une instance riche en idées intéressantes sur le plan économique.

- ▶ L'idée de déplacer la gouvernance économique au sein des régions avec comme instance de gouvernance principale les CESER se référant au CESE au niveau national est excellente c'est ce que nous aurions dû faire depuis longtemps.  
En effet, comme nous le disons depuis longtemps dans les articles de ce blog : seule une perspective territoriale peut aider notre économie à être plus riche, plus équitable, à reposer sur des emplois pérennes et des richesses créant un effet boule de neige, parce que d'abord permettant d'assurer l'autosuffisance du plus petit échelon au plus grand c'est à dire, privilégiant le territoire national, ce qui n'exclut pas les exportations, au lieu de privilégier des importations des multinationales qui n'apportent pas de richesses aux territoires ni aux ménages et d'alimenter la guerre que se portent les grandes entreprises. Cela va avec le concept d'économie territoriale tel que défini par l'école d'économie territoriale de Grenoble (Courlet et Pecqueur notamment) et bien d'autres économistes qui se sont rendu compte que l'on ne pouvait pas gouverner l'économie uniquement par le haut.
- ▶ L'idée de remettre en question notre système économique, monétaire et financier est bonne. La rigueur budgétaire n'est pas une bonne chose, raisonner uniquement avec l'euro non plus. On peut s'attendre à une remise en cause des taux de change mondiaux et à une remise à plat à ce niveau là.

L'emploi des DTS au niveau mondial pour aider les pays qui ont été les plus gravement touchés sur le plan financier s'impose. Le FMI va devoir être monopolisé de manière très importante. Autant en profiter pour s'habituer à l'idée d'avoir une gouvernance monétaire mondiale avec un moyen de paiement mondial, reposant sur une réserve mondiale, et pourquoi pas remettre en question notre euro, en faisant en sorte que les pays les moins développés de l'Union européenne se regroupent au sein d'un groupe des non alignés ayant leurs propres taux de change et leur propre système de réserve de valeur : le bancor, une monnaie internationale gérée par une caisse de règlement spécifique et une nouvelle banque centrale, la BCNA (banque centrale des nouveaux alignés).

- ▶ Cela n'empêcherait pas l'Union européenne de constituer à exister mais avec une partie nord avec l'Euro et une partie sud composée de pays à taux de change flottant, ayant leurs propres banques centrales indépendantes, se référant à une BCNA, et s'alignant entre elles.

Par exemple, l'idée d'un fonds écologique européen était déjà préconisé avant la crise du coronavirus.

Depuis sa nomination à la tête de la commission européenne Ursula Von der Leyen, a mis en place un projet de Green Deal, avec des objectifs à long terme sur la production de carbone mais aussi les autres pollutions, avec un fond spécifique (qui représenterait 25 % du budget annuel de l'UE, et un respect des accords de Paris par les accords de libre-échange. L'objectif est de créer un mouvement systémique (comme avec les échanges financiers) en sens inverse (ceux ci sont positifs) afin de faire de l'écologie le levier de la croissance.

A l'heure où le Figaro du 11 décembre, parle de la difficulté de certains pays de l'Est à mettre en place ces mesures, on ne peut que se dire que l'entrée dans le nouvel alignement avec ses règles, notamment ses droits économiques et sociaux ainsi que sa charte de l'entreprise éthique, pourraient aller de pair avec ces mesures de « Pacte Vert » qui concernent toute l'Union.

Du moins le groupe des nouveaux alignés n'irait-il pas contre, sachant que le fait pour des pays comme la Pologne, la Hongrie, la République tchèque qui utilisent beaucoup le charbon, le processus du nouvel alignement pourrait les aider à faire leur transition dans la sérénité, les autres Etats aussi.

Pour l'instant ce n'est encore qu'un projet, et les enjeux liés au financement sont déterminés mais pas toujours résolus, la problématique liée aux pays européens les plus pauvres est cruciale, il suffirait d'entrer dans un cercle vertueux de croissance verte, et pour cela (c'est là que les institutions européennes sont souvent maladroites avec leur financements importants), de mettre en place d'abord dans ces pays les moins riches, un socle vert commençant par le local, le plus petit échelon. D'ailleurs cette perspective territorialisante n'est pas seulement le propre des plus pauvres, elle incombe à tous, c'est un terme ressortant de pratiques qui sont dans l'air du temps et dans ce sens, on a un outil majeur et fondamental qui permet d'opérer la jonction entre l'économie nationale et un résultat national : la petite ou moyenne entreprise.

Frederic Boccara, économiste, parle à ce sujet dans "les TPE/PME et le financement de leur développement pour l'emploi et l'efficacité", de « véritables écosystèmes vertueux ». (p27). (Les cahiers du CESE).

Parler à ce sujet des réseaux leaders nous amène vers la considération suivante : la PAC.

Il faut sans conteste continuer la PAC en aidant les Etats européens à viser d'abord l'autosuffisance alimentaire et l'emploi, grâce au modèle de la petite et moyenne entreprise.